

Annexe II

Méthodologie et sources utilisées pour calculer le nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire, la portée et l'investissement

A2.1 Sources

Comme dans le rapport [*Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*](#), cette publication s'appuie sur une combinaison de sources primaires et secondaires. Chaque source a été sélectionnée en fonction des critères suivants :

1. **Pertinence** : sources contenant des indicateurs standards sur l'alimentation scolaire.
2. **Crédibilité** : sources publiées par des institutions officielles et académiques.
3. **Disponibilité** : sources en accès libre et public.
4. **Actualité** : sources publiées récemment.

Les données brutes pour l'édition 2024 ont été tirées de deux sources principales :

- Des sources officielles, notamment des statistiques officielles issues de rapports gouvernementaux et de membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire.
- [*L'enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire*](#)[®] menée par le GCNF avec le soutien de l'USDA, publiée en 2024. The Global Survey of School Meal Programs[®] (Enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire) est la propriété de la GCNF et est protégée par le droit d'auteur, tous droits réservés. Elle ne peut être reproduite ni distribuée sans autorisation écrite préalable. Le financement de l'enquête la plus récente en 2023, ainsi que des enquêtes précédentes de 2021 et 2019, a été assuré en partie par l'USDA le numéro d'accord FX18TA-10960G002.

Lorsque les données n'étaient pas disponibles à partir des sources ci-dessus, d'autres sources utilisées dans les éditions précédentes (*Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* 2020 et 2022) ont été mobilisées. Ces sources secondaires comprennent des rapports, des publications et des études de cas. Comme en 2022, lors de la sélection des sources secondaires, le principe fondamental était d'utiliser uniquement des sources publiées par des institutions officielles telles que des gouvernements, des organisations internationales et des établissements universitaires (articles scientifiques évalués par des pairs).

La liste suivante énumère l'ensemble des sources secondaires utilisées pour élaborer la présente publication :

1. Les rapports annuels par pays du PAM
2. Les estimations du PAM provenant des bureaux pays et bureaux régionaux
3. Le rapport *State of Social Safety Nets 2018* (World Bank, 2018) de la Banque mondiale
4. Le rapport du PAM *Smart School Meals in Latin America and the Caribbean* (WFP, 2017)

Certains pays étaient cités dans plus d'une de ces sources secondaires. Dans ce cas, un seul point de données a été utilisé pour chaque pays en fonction des critères suivants :

1. Si plusieurs sources fournissent des données pour un même pays, les sources primaires ont été privilégiées, notamment les sources officielles et la plus récente.
2. Lorsque plus d'une source d'information était disponible pour le même pays et la même année de référence, la source la plus complète a été utilisée – par exemple, une source peut couvrir un programme particulier, tandis que l'autre source couvre tous les programmes existants dans le même pays.

En raison de ces critères de sélection, le tableau A2.1 illustre le nombre de pays de chaque source utilisée dans la présente publication.

Figure A2.1
Répartition des pays par source de données (n=176)

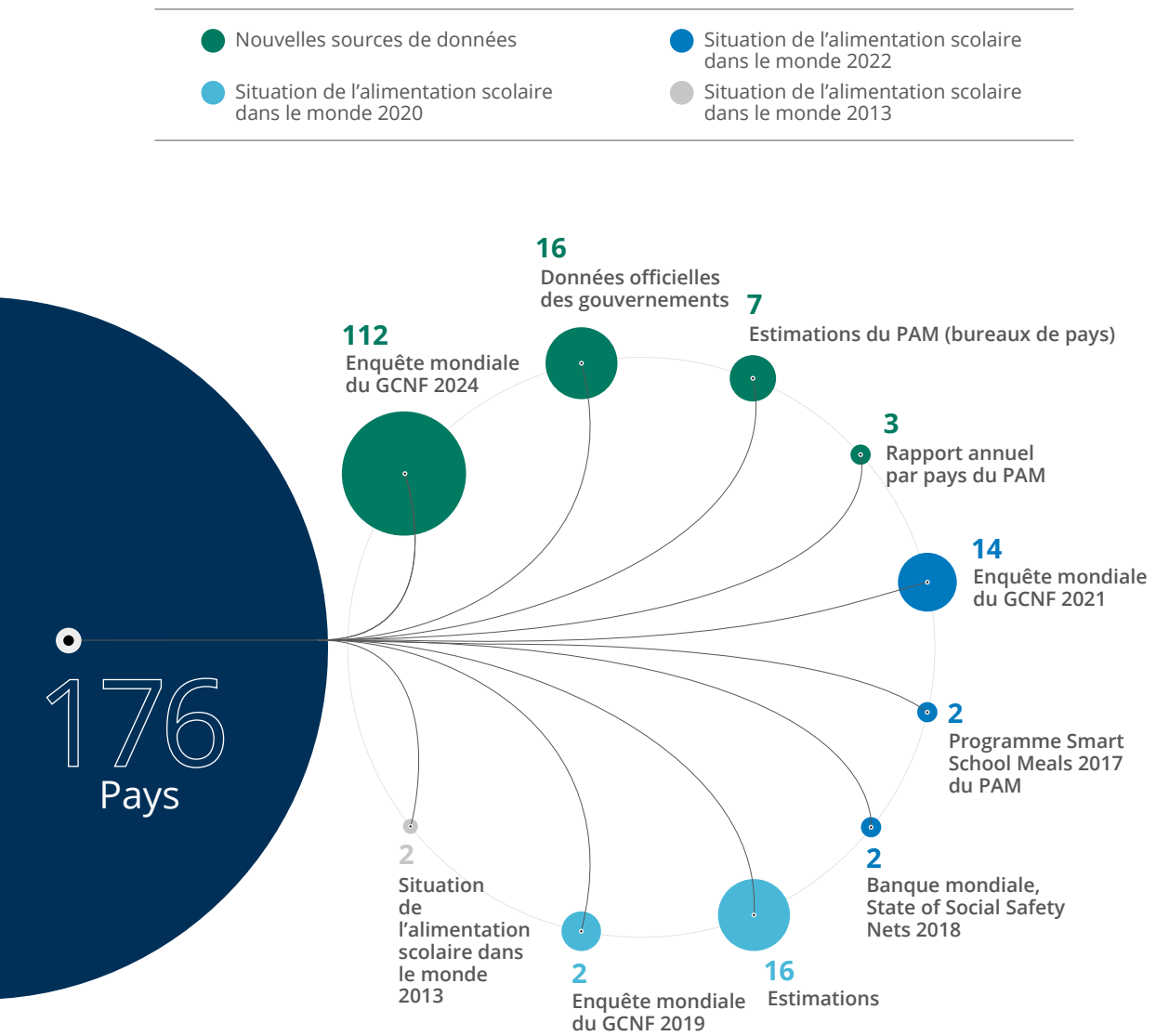


Tableau A2.1

Sources utilisées pour les données relatives à l'alimentation scolaire

Source	Symbole	Nombre de pays utilisés dans ce rapport	Noms de pays
Données officielles des gouvernements	OS	16	Belize, Brésil, Chine, Colombie, Cuba, Équateur, Fédération de Russie, Inde, Islande, Kenya, Maurice, Mexique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Ukraine, Uruguay.
Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire de la GCNF 2024, parrainée par l'USDA	GCNF 2024	112	Afghanistan, Andorre, Angola, Arménie, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Cambodge, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Chili, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Chypre, Tchéquie, République démocratique du Congo, Djibouti, Dominique, République dominicaine, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Finlande, France, Gambie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Irak, Irlande, Israël, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, République démocratique populaire lao, Lettonie, Lesotho, Libéria, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Malte, Îles Marshall, Mauritanie, Monaco, Mongolie, Maroc, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Pays-Bas (Royaume des), Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Macédoine du Nord, Palaos, Pérou, Pologne, République de Corée, République de Moldavie, Roumanie, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Saint-Marin, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Afrique du Sud, Soudan du Sud, Espagne, Sri Lanka, Suède, Suisse, République arabe syrienne, Tadjikistan, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, États-Unis d'Amérique, Ouzbékistan, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.
Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire 2021 de la GCNF, parrainée par l'USDA	GCNF 2021	14	Antigua-et-Barbuda, Argentine, Barbade, Brunéi Darussalam, Émirats arabes unis, Grenade, Guyana, Hongrie, Italie, Kiribati, Panama, Portugal, Soudan, Thaïlande.

Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire 2019 de la GCNF, parrainée par l'USDA	GCNF 2019	2	Comores, Indonésie.
Estimations	Est.	16	Albanie, Bahreïn, Bélarus, Bermudes, République populaire démocratique de Corée, Fidji, Koweït, Nauru, Porto Rico, Qatar, Arabie saoudite, Serbie, Seychelles, Singapour, Tonga, Venezuela (République bolivarienne du).
Estimations du PAM	WFP Est.	7	Bolivie (État plurinational de), Égypte, Iran (République islamique d'), Liban, Pakistan, Philippines, Somalie.
Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013	SOSF 2013	2	Australie, Hong Kong (Région administrative spéciale de Chine).
Banque mondiale, State of Social Safety Nets 2018	SSSN	2	État de Palestine, Türkiye.
Programme Smart School Meals 2017 du PAM	SSM	2	Nicaragua, Paraguay.
Rapports annuels par pays 2024 du PAM	WFP ACR	3	Algérie, Tchad, Libye.

A2.2 Limitations

Bien que l'ensemble de données contenu dans la présente publication ne repose que sur des sources fiables, il présente certaines limites. La multiplicité des sources se traduit par des différences méthodologiques : certaines sources rendent compte de tous les enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire dans un pays donné, tandis que dans d'autres, seuls les enfants du primaire sont pris en compte.

Une autre limite est la quantité d'indicateurs fournis par chaque source : le nombre d'enfants est fourni dans toutes les sources, mais les données de portée, les données de financement et d'autres indicateurs n'étaient disponibles que pour un ensemble plus limité de pays. Les analyses contenues dans la présente publication spécifient systématiquement la taille de l'échantillon disponible pour chaque indicateur.

Par ailleurs, les données disponibles ne permettent pas de confirmer avec précision combien de repas par jour ou par semaine les enfants ont reçus, ni la nature exacte du repas (par exemple, une collation ou un repas complet).

L'écart entre les années de référence est une troisième limite de l'ensemble de données contenu dans la présente publication. Alors que certaines sources ont été publiées moins d'un an avant le présent rapport, d'autres sont plus anciennes ou se rapportent à des années scolaires antérieures.

Comme pour la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*, afin de fournir une image complète des programmes d'alimentation scolaire dans le monde, cette publication combine des données nationales couvrant presque une décennie. Cette approche a été utilisée dans des rapports similaires, tels que le rapport Situation des filets de protection sociale 2018 de la Banque mondiale, et offre un niveau de confiance satisfaisant pour une majorité de pays et pour les analyses et tendances transnationales. Son principal avantage est sa portée, puisqu'elle permet de maximiser le nombre de pays pour lesquels une donnée est disponible. Toutefois, l'exactitude potentiellement moindre de certaines données plus anciennes demeure une limite importante.

Enfin, en plus de l'étalement des données sur près de dix ans, l'année de référence utilisée pour calculer la couverture peut parfois ne pas correspondre entre le numérateur et le dénominateur (par exemple, les données sur le nombre d'enfants nourris dans les écoles primaires peuvent être disponibles, tandis que les données les plus récentes sur le nombre d'élèves inscrits dans le primaire pour ce pays peuvent remonter à l'année précédente).

A2.3 Enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire

Le nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire présenté dans cette publication correspond au total des enfants recevant une alimentation scolaire dans un pays donné.

Alors que la majorité des enfants recevant une alimentation scolaire sont pris en charge dans le cadre d'un programme d'alimentation scolaire dirigé et financé par le gouvernement, certains pays ont opté pour des programmes gérés localement et/ou financés en partie par des contributions des parents. Conformément à l'approche adoptée dans *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*, les bénéficiaires de l'alimentation scolaire doivent être compris comme « les enfants recevant des repas ou une autre forme de nourriture à l'école » (et non comme « les enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire gratuite et financée par le gouvernement »).

Lorsqu'il existe plusieurs programmes d'alimentation scolaire dans un même pays, le chiffre présenté dans cette publication correspond au nombre total de bénéficiaires individuels, déductions faites d'éventuels chevauchements. Cette opération est généralement réalisée par les fournisseurs de données mentionnés à la section A2.1 de l'annexe II, et le total net correspond au chiffre déclaré par chacune de ces sources, mais il a été vérifié dans le cadre du processus de consolidation des données. Comme pour l'édition 2022, même dans ce rapport, trois configurations possibles ont été trouvées, comme décrit dans le tableau A2.3 ci-dessous.

Tableau A2.2
Configurations possibles des programmes d'alimentation scolaire aux fins du calcul du nombre total net d'enfants recevant une alimentation scolaire

Situation		Calcul du nombre total net d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire
1	Le pays ne compte qu'un seul programme d'alimentation scolaire	Le nombre total d'enfants bénéficiaires de l'alimentation scolaire correspond au nombre d'enfants bénéficiant de ce programme.
2	Le pays compte deux programmes d'alimentation scolaire ou plus	Les programmes se chevauchent : certains (ou tous) les enfants bénéficient des deux programmes. Le nombre de bénéficiaires ne s'additionne donc pas. Selon le cas, la taille du plus grand programme peut correspondre au total net.
3		Les programmes ne se chevauchent pas : chaque programme bénéficie à un groupe d'enfants distinct. Les nombres d'enfants s'additionnent : le total net correspond à la somme des bénéficiaires des différents programmes.

A2.4 Couverture

La couverture de l'alimentation scolaire dans un pays i (C_i) est définie comme le nombre d'enfants recevant des repas scolaires dans les écoles primaires au cours d'une année donnée (B_i) divisé par le nombre total d'enfants inscrits dans les écoles primaires la même année (P_i).

Le résultat est multiplié par 100 pour exprimer la couverture en pourcentage :

$$C_i = \frac{B_i}{P_i} * 100$$

Description des variables :

B_i : nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire dans l'enseignement primaire du pays i , pour une année donnée.

P_i : nombre total d'enfants inscrits dans l'enseignement primaire du pays i , pour la même année.

C_i : taux de couverture de l'alimentation scolaire dans l'enseignement primaire du pays.

Formule d'agrégation :

La formule suivante peut être appliquée pour calculer la couverture agrégée pour un groupe de pays x , tel qu'un groupe de revenu. Le résultat est multiplié par 100 pour exprimer la couverture en pourcentage :

$$C_x = \frac{\sum B_{i,x}}{\sum P_{i,x}} * 100$$

Pour chaque groupe de pays x , le nombre total d'enfants recevant une alimentation scolaire $\sum B_{i,x}$ est divisé par le nombre total d'enfants inscrits $\sum P_{i,x}$.

Interprétation :

- Les estimations de couverture varient entre 0 et 100 %.
- Une valeur élevée de l'indicateur indique qu'un nombre plus important d'enfants inscrits dans l'enseignement primaire bénéficient de l'alimentation scolaire à l'école.

A2.4.1 Couverture de l'alimentation scolaire dans les écoles publiques

L'intégration d'un indicateur de couverture de l'alimentation scolaire dans le cadre de l'ODD 4 constitue une avancée majeure, comblant une lacune de longue date dans les systèmes de suivi mondiaux, en permettant le suivi de la portée des programmes d'alimentation scolaire à l'échelle internationale. Pour la première fois, la communauté internationale peut s'appuyer sur une estimation normalisée et comparable à l'échelle mondiale de la proportion d'enfants d'âge scolaire primaire recevant des repas scolaires. Bien que cette approche garantisse une cohérence entre les pays, des analyses complémentaires permettent d'apporter une compréhension plus nuancée de la couverture et de ses implications en matière de politiques publiques.

Dans cette annexe, nous proposons une première analyse complémentaire pour un échantillon de pays, qui sera élargie dans les prochaines publications. Cette annexe présente un nouveau calcul de la couverture afin d'estimer l'ampleur des programmes gouvernementaux dans le seul système d'enseignement public. Cette analyse complémentaire repose sur le fait que, dans de nombreux pays, les politiques et programmes d'alimentation scolaire ainsi que les ressources allouées concernent uniquement les écoles publiques. Par ailleurs, il convient de noter l'absence de données sur la fourniture de l'alimentation scolaire dans les écoles privées.

L'analyse s'appuie sur les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO concernant la part des inscriptions dans les établissements primaires privés. Ces données permettent d'estimer les effectifs d'élèves inscrits dans les écoles publiques et de calculer une couverture ajustée pour le secteur public selon la formule suivante :

$$\text{Couverture dans les écoles publiques (\%)} = \frac{\text{Nombre d'enfants du primaire recevant des repas}}{\text{Inscription totale dans l'enseignement primaire} \times (1 - \text{Part des inscriptions dans l'enseignement primaire dans les établissements privés})} \times 100$$

Le tableau A2.3 présente les estimations de la couverture de l'alimentation scolaire dans les écoles publiques pour certains pays de la région Amérique latine et Caraïbes (ALC) pour lesquels des données pertinentes étaient disponibles. Cette analyse complémentaire repose sur l'hypothèse que les chiffres déclarés par les gouvernements pour l'alimentation scolaire dans les pays de l'échantillon du tableau A2.3 ne concernent que les écoles publiques, tandis que les données sur les inscriptions incluent à la fois les établissements publics et privés.

Tableau A2.3
Estimations de la couverture dans les écoles publiques (pays sélectionnés de la région Amérique latine et Caraïbes)

	Nombre total d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire (tous niveaux)	Nombre total d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire (primaire)	Inscriptions (primaire) – UNESCO	Part des inscriptions dans des établissements primaires privés	Inscriptions (primaire) – public	Couverture (primaire) – méthodologie des ODD	Couverture dans les écoles publiques (primaire)
État plurinational de Bolivie	2 619 090	1 233 764	1 394 417	9,83 %	1 257 346	88 %	98 %
Chili	1 568 394	977 820	1 545 104	62,94 %	572 616	63 %	100 %
Colombie	5 904 785	2 826 401	4 140 463	19,32 %	3 340 526	68 %	85 %
République dominicaine	1 648 304	873 601	1 155 182	19,38 %	931 308	76 %	94 %
Guatemala	2 654 521	2 079 759	2 414 945	11,21 %	2 144 230	86 %	97 %
Honduras	1 218 072	1 039 026	1 074 043	11,69 %	948 487	97 %	100 %
Pérou	4 243 054	2 708 077	3 819 011	25,56 %	2 842 872	71 %	95 %

Cette méthode complète l'indicateur de l'ODD 4 en offrant aux gouvernements et à leurs partenaires un angle supplémentaire pour évaluer les progrès nationaux vers une couverture universelle de l'alimentation scolaire. Bien que cette analyse porte actuellement sur certains pays de la région Amérique latine et Caraïbes, elle constitue une première étape, avec pour objectif de l'étendre à d'autres régions du monde à mesure que les données seront disponibles.

Encadré A2.1

Classification des pays par niveau de revenu

La présente publication suit la classification de la Banque mondiale des pays par groupes de revenu. La classification retenue ici est celle de l'« exercice 2025 », fondée sur le revenu national brut (RNB) par habitant en 2023 ([méthode Atlas](#)), et calculée comme suit :

Catégorie de revenu	Seuils de RNB par habitant
Pays à faible revenu	1 145 dollars américains ou moins
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	entre 1 146 et 4 515 dollars américains
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	entre 4 516 et 14 005 dollars américains
Pays à revenu élevé	au-dessus de 14 005 dollars américains

La liste complète des pays inclus dans chacun de ces groupes de revenu est disponible sur [le site web de la Banque mondiale](#) et figure à l'Annexe II de la présente publication.

À NOTER : Plusieurs pays ont modifié leur classification en fonction du niveau de revenu par rapport à l'édition précédente. Ces pays sont les suivants :

- Samoa américaines : d'intermédiaire de la tranche supérieure à élevé
- Bénin : de faible à intermédiaire de la tranche inférieure
- Bulgarie : d'intermédiaire de la tranche supérieure à élevé
- Guinée : de faible à intermédiaire de la tranche inférieure
- Guyane : d'intermédiaire de la tranche supérieure à élevé
- Haïti : de faible à intermédiaire de la tranche inférieure
- Indonésie : d'intermédiaire de la tranche inférieure à intermédiaire de la tranche supérieure
- Jordanie : d'intermédiaire de la tranche supérieure à intermédiaire de la tranche inférieure
- Liban : d'intermédiaire de la tranche supérieure à intermédiaire de la tranche inférieure
- Mongolie : d'intermédiaire de la tranche inférieure à intermédiaire de la tranche supérieure
- Nauru : d'intermédiaire de la tranche supérieure à élevé
- Népal : de faible à intermédiaire de la tranche inférieure

- République de Moldova : d'intermédiaire de la tranche inférieure à intermédiaire de la tranche supérieure
- Roumanie : d'intermédiaire de la tranche supérieure à élevé
- Fédération de Russie : d'intermédiaire de la tranche supérieure à élevé
- Samoa : d'intermédiaire de la tranche supérieure à intermédiaire de la tranche inférieure
- Sri Lanka : d'intermédiaire de la tranche supérieure à intermédiaire de la tranche inférieure
- Soudan : d'intermédiaire de la tranche inférieure à faible
- Tadjikistan : de faible à intermédiaire de la tranche inférieure
- Ukraine : d'intermédiaire de la tranche inférieure à intermédiaire de la tranche supérieure
- République-Unie de Tanzanie : de faible à intermédiaire de la tranche inférieure
- Venezuela : d'intermédiaire de la tranche supérieure à aucune classification.

Toutes les comparaisons fondées sur le revenu dans le présent rapport utilisent la classification par niveau de revenu de la Banque mondiale pour l'exercice 2025. Cela signifie que si la catégorie de revenu d'un pays a changé depuis l'édition précédente, il est analysé ici en fonction de la classification de la Banque mondiale pour l'exercice 2025.

Enfin, le Venezuela est exclu de toutes les analyses ventilées par niveau de revenu, car il ne dispose plus de classification officielle depuis l'exercice 2022.

A2.5 Investissement financier annuel dans l'alimentation scolaire

Les calculs relatifs à l'investissement financier annuel dans l'alimentation scolaire sont présentés dans le tableau A2.4. L'investissement est défini comme le budget total alloué à l'alimentation scolaire, ou une estimation de ce budget. Les informations sur les investissements des pays dans l'alimentation scolaire ne sont pas disponibles pour tous les pays, mais les données disponibles sont présentées dans la présente publication. Seuls les pays disposant d'un programme d'alimentation scolaire ont été inclus dans l'estimation de l'investissement.

Tableau A2. 4
Quatre estimations de l'investissement annuel total dans l'alimentation scolaire

Source	Nombre de pays	Nombre d'enfants	Valeur de l'investissement	Investissement mondial estimé (en dollars américains)
Coût réel rapporté uniquement	116	289,5 millions	Budget alloué	65,6 milliards
Estimations dérivées des coûts rapportés	116	289,5 millions	Coût moyen par groupe de revenus	65,6 milliards
Coût réel rapporté + estimations pour les autres pays	173	463,5 millions	Budget alloué pour 116 pays disposant de données ; coût moyen par groupe de revenu pour les 57 autres pays	84 milliards
Estimations (tous les pays)	173	463,5 millions	Coût moyen par groupe de revenus	84 milliards

Les méthodes suivantes ont été utilisées pour estimer l'investissement mondial dans les programmes d'alimentation scolaire, comme indiqué dans le tableau A2.4 :

- (1) Investissement mondial rapporté : **65,6 milliards de dollars américains**
Échantillon : **116 pays**

La première méthode, qui aboutit à un chiffre de 65,6 milliards de dollars américains, est fondée sur les budgets nationaux déclarés. Selon cette approche, l'investissement global $M_{(1)}$ est la somme de tous les budgets nationaux rapportés (G_i) dans ces 116 pays pour lesquels des données étaient disponibles :

$$M_{(1)} = \sum_{i=1}^{116} G_i$$

(2) Investissement mondial estimé : **65,6 milliards de dollars américains**
Échantillon : **116 pays**

La deuxième approche, qui a abouti à un chiffre de 65,6 milliards de dollars américains, est une estimation alternative à la première, pour le même échantillon de pays. Au lieu d'utiliser les chiffres budgétaires rapportés, l'investissement total $M_{(2)}$ a été estimé comme le coût moyen (AC) total du groupe de revenu (x) multiplié par le nombre de bénéficiaires (B) dans le pays (i) dans l'ensemble des 116 pays :

$$M_{(2)} = \sum_{x=1}^{116} (AC_x \times B_i)$$

Le tableau A2.5 présente le coût moyen par groupe de revenu utilisé pour ce calcul.

Tableau A2.5
Coût moyen par groupe de revenu utilisé pour estimer l'investissement mondial

Catégorie de revenu	Coût moyen utilisé pour les estimations
Pays à faible revenu	22,09 dollars américains
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	23,89 dollars américains
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	84,18 dollars américains
Pays à revenu élevé	665,76 dollars américains

(3) Investissement mondial estimé : **84 milliards de dollars américains**
Échantillon : **173 pays**

La troisième méthode, qui a abouti à une estimation de 84 milliards de dollars américains, combine les deux méthodes précédemment décrites et les applique à un échantillon plus large, incluant à la fois les pays disposant de données sur les investissements (n = 116) et ceux n'en disposant pas, mais pour lesquels on connaît le nombre de bénéficiaires.

Aux 65,6 milliards de dollars estimés selon la méthode (1), s'ajoute une estimation selon la méthode (2) pour 57 pays supplémentaires qui disposent d'un programme national d'alimentation scolaire mais pour lesquels aucune donnée budgétaire n'est disponible. Le nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire, tel que rapporté dans cette publication, a été multiplié pour chaque pays par le coût moyen total correspondant à son groupe de revenu (tableau A2.5). Les valeurs ainsi obtenues ont été additionnées pour l'ensemble des 57 pays, puis ajoutées à l'estimation obtenue selon la méthode 1 ($M_{(1)}$). Le calcul complet correspondant à la méthode 3 ($M_{(3)}$) est décrit comme suit :

$$M_{(3)} = M_{(1)} + \sum_{i=1}^{57} (AC_x \times B_i)$$

(4) Investissement mondial estimé : **84 milliards de dollars américains**
Échantillon : **173 pays**

La quatrième méthode ($M_{(4)}$), qui donne également une estimation de 84 milliards de dollars américains, reprend la méthode 2, mais cette fois en l'appliquant à l'ensemble des 173 pays pour lesquels des données sont disponibles sur le nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire. Comme décrit ci-dessus, le nombre d'enfants, tel que rapporté dans la présente publication, a été multiplié par le coût moyen total par groupe de revenu pour chaque pays, et ces valeurs ont été additionnées pour l'ensemble des 173 pays. Ce calcul peut être résumé par l'équation ci-dessous :

$$M_{(4)} = \sum_{i=1}^{173} (AC_x \times B_i)$$